



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

Travaux manuels

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2026-8400-004

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles (**travaux manuels** : dégagements de plantations – dégagements de régénérations naturelles – traitements répulsifs - plantations et mises en place de protections) pour l'Unité de production Franche-Comté Nord (départements 70 et 90 en partie, dans le périmètre des agences territoriales de Vesoul et Nord Franche-Comté) et pour l'unité de production de Bourgogne Ouest (départements 89 et 58, dans le périmètre de l'agence territoriale Bourgogne Ouest) de l'Agence Etudes et Travaux Bourgogne Franche-Comté.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Bourgogne Franche Comté
Agence Etudes et travaux Bourgogne Franche Comté
14 rue Plançon – CS 51581 –
25010 BESANCON cedex 3.

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur ROLLIN François, directeur de l'agence Etudes et Travaux de Bourgogne Franche-Comté.

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Bourgogne-Franche Comté, Agence Etudes et Travaux Bourgogne-Franche-Comté, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01 dont le siège est 14 rue Plançon – CS 51581 – 25010 BESANCON cedex 3.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur ROLLIN François, directeur de l'agence études et travaux Bourgogne Franche-Comté.

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :

Pour Franche-Comté Nord (lots 1 à 5) :

Mme MOESCH Emilie
Responsable d'Unité de Production Franche Comté Nord
Tél : 06.01.10.62.89 – Email : emilie.moesch@onf.fr

Pour Bourgogne Ouest (lots 6 à 9) :

M. Martial CHEVASSON
Responsable d'Unité de Production Bourgogne Ouest
Tél : 06.25.59.21.87 – Email : martial.chevasson@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre technique sont :

Pour Franche-Comté Nord (lots 1 à 5) :

Mme. Emilie MOESCH
Responsable d'Unité de Production Franche Comté Nord
Tél : 06.01.10.62.89 – Email : emilie.moesch@onf.fr
ou
M. Arnaud CASTEL
Adjoint au Responsable d'Unité de Production Franche Comté Nord
Tél : 06.82.06.89.19 - Email : arnaud.castel@onf.fr

Pour Bourgogne Ouest (lots 6 à 9) :

M. Martial CHEVASSON
Responsable d'Unité de Production Bourgogne Ouest
Tél : 06.25.59.21.87 – Email : martial.chevasson@onf.fr
ou
M. Anthony NOUE
Coordinateur de missions transversales pour l'Unité de Production Bourgogne Ouest
Tél : 06.32.64.84.19 - Email : anthony.noue@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Le comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements est :

M. Laurent DECUP
Agent Comptable Secondaire
Agence Comptable Secondaire - DT BOURGOGNE
14 rue Plançon – 25000 Besançon
Téléphone : 06.68.03.16.37 – Email : laurent.decup@onf.fr

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles (**travaux manuels** : dégagements de plantations – dégagements de régénérations naturelles – traitements répulsifs - plantations et mises en place de protections) pour l'Unité de production Franche-Comté Nord (départements 70 et 90 en partie, dans le périmètre des agences territoriales de Vesoul et Nord Franche-Comté) et pour l'unité de production de Bourgogne Ouest (départements 89 et 58, dans le périmètre de l'agence territoriale Bourgogne Ouest) de l'Agence Etudes et Travaux Bourgogne Franche-Comté.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. – Document joint au dossier de consultation. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées en forêt communale.

Les prestations effectuées dans le cadre de ce marché doivent être réalisées conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois). - Document joint au dossier de consultation. Par extension, ce cahier s'applique également aux prestations réalisées en forêt communale.

Les prestations sont réalisées conformément aux stipulations du présent CCATP et du dossier de consultation.

Chaque titulaire doit être en mesure de satisfaire les besoins de l'ONF pour l'ensemble des prestations prévues dans chacun des lots du présent accord-cadre qui lui sont notifiés.

3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 9 lots, chacun donnant lieu à un marché (voir document : plan de localisation lots), décrits ci-dessous :

- 7 lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 4 sur l'UP Franche-Comté Nord et lots de 6 à 8 sur l'UP Bourgogne Ouest
- 2 lots à marchés subséquents : lot n°5 (Franche-Comté Nord) et 9 (Bourgogne Ouest)

Lots	Prestation(s) Principales	Montant annuel estimatif (k€)	Lieux d'exécution	Nombre d'attributaires maximaux	% attribution	Responsables travaux
1	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Application répulsif	84,5	Agence territoriale de Vesoul - UT Gray - UT Dampierre	3	45%-35%-20%	Nicolas LEMIERE
2	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Application répulsif	80,6	Agence territoriale de Vesoul - UT Jussey - UT St Loup Vauvillers	3	45%-35%-20%	Jérémy NOEL
3	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Application répulsif	37	Agence territoriale de Vesoul - UT Vesoul - UT Luxeuil les Bains	3	45%-35%-20%	Franck CAILLE
4	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Application répulsif	79	Agence territoriale Nord Franche-Comté - UT Plancher Giromagny - UT Servance	3	45%-35%-20%	James BULLY

5	Plantation	Exécution 100% marchés subséquents	UP Franche-Comté Nord			Tous les conducteurs de travaux
6	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Application répulsif	36	Agence territoriale Bourgogne Ouest - UT Sens Pays d'Othe, UT Auxerrois Puisaye-Forterre, UT Tonnerrois	2	60%-40%	Anthony NOUE - Jean-Michel LEMEUX - Charly DECLUZEAU
7	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Application répulsif	36	Agence territoriale Bourgogne Ouest - UT Avalonnais-Morvan, UT Haut-Nivernais, UT Sud- Nivernais, UT Bertranges	2	60%-40%	Sébastien RHIT, Cindy COCHELIN, Jean-Michel LEMEUX et Charly DECLUZEAU
8	Mise en place de plants et de protections	37	UP Bourgogne Ouest	2	60%-40%	Tous les conducteurs de travaux
9	Dégagements - plantations	Exécution 100% marchés subséquents	UP Bourgogne Ouest			Tous les conducteurs de travaux

Pour chaque lot (exceptés les lots 5 et 9), le montant maximal annuel est 2 fois le montant estimatif de commande annuelle.

Les lots n°5 et n°9 s'exécutent uniquement par marchés subséquents. Ils sont mis en œuvre uniquement lorsque le(s) titulaire(s) des lots à exécution mixte ne sont pas disponibles pour réaliser les prestations commandées.

Le lot 5, à marchés subséquents, sera utilisé uniquement lors de plantations sur des surfaces importantes que l'Unité de production ne peut réaliser par ses moyens propres.

Les soumissionnaires des lots 1 à 4 sont informés qu'ils sont automatiquement co-attributaires du lot 5, hors offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables qui seront rejetées.

Les soumissionnaires des lots 6 à 8 sont informés qu'ils sont automatiquement co-attributaires du lot 9, hors offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables qui seront rejetées.

Afin de garantir la meilleure réponse possible lors des remises en compétition et d'assurer une disponibilité suffisante pour la réalisation des prestations, ces lots 5 et 9 ; pourront être complétés, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des opérateurs économiques extérieurs à l'accord-cadre.

Sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les soumissionnaires dont la candidature n'est pas recevable et/ou qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

Conformément aux dispositions de l'article L.2152-3 du Code de la commande publique, est considérée comme inacceptable toute offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'opération.

À ce titre, le pouvoir adjudicateur précise que toute offre dont le montant est supérieur de plus de 20 % du montant estimatif annuel du lot sera déclarée inacceptable et, en conséquence, éliminée sans être analysée.

Le montant estimatif annuel du lot est indiqué dans le tableau du présent règlement de la consultation et sert de référence unique à l'appréciation de ce seuil d'inacceptabilité.

Il n'y a pas d'engagement du pouvoir adjudicateur sur la réalisation de montants de commandes, qu'ils soient minimums ou maximums. Les montants sont donnés à titre purement indicatif afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées. Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les montants estimatifs de commandes.

Les coordonnées des conducteurs de travaux sont listées ci-dessous :

NOM Prénom	Adresse mail	UT concernées	Téléphone port.
LEMIERE Nicolas	nicolas.lemiere@onf.fr	GRAY - DAMPIERRE	06.16.82.66.89
NOEL Jérémy	jeremy.noel@onf.fr	JUSSEY - St LOUP VAUVILLERS	06.07.97.34.13
CAILLE Franck	franck.caille@onf.fr	VESOUL – LUXEUIL	06.71.73.71.43
BULLY James	james.bully@onf.fr	PLANCHER - SERVANCE	06.24.78.77.04
LEMEUX Jean-Michel	jean-michel.lemeux@onf.fr	AVALLONNAIS-MORVAN/TONNERROIS	06.03.42.95.92
NOUE Anthony	anthony.noue@onf.fr	SENONAIS-PAYS D'OTHE	06.32.64.84.19
COCHELIN Cindy	cindy.cochelin@onf.fr	SUD NIVERNAIS	06.46.86.15.27
DECLUZEAU Charly	charly.decluzeau@onf.fr	HAUT NIVERNAIS-AUXERROIS-PUISAYE	07.78.14.51.62
RHIT Sébastien	Sebastien.rhit@onf.fr	BERTRANGES-HAUT NIVERNAIS	06.19.53.30.3

3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les lots 1 à 4 sont attribués chacun à un maximum de 3 attributaires.

Les lots 6 à 8 sont attribués chacun à un maximum de 2 attributaires.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation, mais ne pourront être attributaires que de 3 lots au maximum.

Néanmoins, un soumissionnaire pourra être attributaire d'un nombre plus important de lots dans l'hypothèse où le nombre de candidats serait inférieur à celui attendu, et à la condition que son offre soit acceptable. Dans ce cas, le soumissionnaire sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et recueillir son accord.

Un candidat qui présente une offre à un, plusieurs ou la totalité des lots devra obligatoirement indiquer un ordre de préférence et un montant maximum souhaité pour chaque lot soumissionné. Ces données sont à renseigner sur la fiche de renseignements du dossier de candidature.

Sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les soumissionnaires dont la candidature n'est pas recevable et/ou qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

L'attribution des lots se fera sur décision du pouvoir adjudicateur, après application des critères d'attribution et vérification de la capacité technique et humaine du candidat à réaliser un ou plusieurs lots et le montant associé. Un contact du soumissionnaire par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre sera possible afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter les lots et recueillir son accord.

3.4. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

3.4.1. Lots n° 1 à 4 et 6 à 8

Les lots 1 à 4 et 6 à 8 font l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires.
- Par remise en concurrence du (des) titulaire(s)
 - o Lorsqu'en application de l'article 4.1 il y a nécessité de fixer de nouveaux prix ;
 - o Lorsque les prix du BPU ne permettent pas de traduire la complexité de la prestation à réaliser ;
 - o Lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (crise sanitaire, accident climatique...) avec des contraintes techniques ou sur les délais qui ne

permettent pas au titulaire de réaliser ces prestations aux prix chiffrés au bordereau de prix unitaires.

- Lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.

Pour les prestations faisant l'objet d'une remise en concurrence, le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

3.4.2. Lot n° 5 et 9

Le lot n°5 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre uniquement pour des plantations sur une surface conséquente que l'unité de production ne pourrait produire avec ses propres moyens ou pour des dégagements manuels sur d'autres secteurs que les lots 1 à 4.

Le lot n°9 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre uniquement pour des plantations sur une surface conséquente que l'unité de production ne pourrait produire avec ses propres moyens ou pour des dégagements manuels sur d'autres secteurs que les lots 6 à 8.

Afin de garantir la meilleure réponse possible lors des remises en compétition et d'assurer une disponibilité suffisante pour la réalisation des prestations, ces lots 5 et 9 ; pourront être complétés, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des opérateurs économiques extérieurs à l'accord-cadre.

3.5. Modalités d'attribution des bons de commandes

Pour l'ensemble des lots, la répartition des commandes se fera en pourcentage du montant des commandes pour les prestations principales.

Dans le cadre des montants indicatifs de chaque lot, les bons de commande - pour la partie exécutée sous forme de bons de commandes - seront adressés aux titulaires dans les proportions indicatives explicitement définies (tableau ci-après avec le % indicatif de répartition).

Nombre d'attributaires	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 1 ^{ère} position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 2 ^{ème} position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 3 ^{ème} position
Lots à 3 attributaires	45%	35%	20%
Lots à 2 attributaires	60%	40%	-

Néanmoins, dans l'hypothèse d'un nombre de candidats retenus insuffisant ne permettant pas de retenir le nombre de titulaires prévus, la clé de répartition sera la suivante :

Nombre de candidats retenus	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 1 ^{ère} position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 2 ^{ème} position
2	60%	40%
1	100%	-

Cette répartition est possible jusqu'à 1 attributaire en deçà du nombre initial souhaité par le pouvoir adjudicateur. En cas de dépassement de ce seuil de répartition, le pourcentage des commandes non attribuées sera réparti entre les attributaires soit par une modulation des pourcentages des commandes en fonction de leurs capacités, soit par une nouvelle procédure.

Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les proportions indicatives de commandes.

3.6. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Le marché étant mixte, pour la partie exécutée sous forme de marchés subséquents, les attributaires du lot de l'accord-cadre seront remis en concurrence sur la base de l'accord-cadre dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Les critères d'attribution seront indiqués au sein du marché subséquent.

3.7. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.8. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4. PRESTATIONS NON PREVUES

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèreraient nécessaires :

4.1. Création de nouveaux prix

Les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire (ou les titulaires) devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, son (ses) nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celles de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

4.2. Limitations

Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle.

Ces prestations non prévues sont des modifications prévues dans le document contractuel initial. Il n'y aura pas d'avenant ou de modification du marché pour l'application de cette clause contractuelle.

5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

5.1. Pour tous les chantiers :

Les quantités auxquelles s'appliquent les prix unitaires consentis sont précisées sur le BPU-DQE (Bordereau des Prix Unitaires – Descriptif Quantitatif Estimatif) et sur chaque bon de commande.

Si pour une raison quelconque (zones humides, chablis...) une zone ne pouvait être réalisée, l'entreprise doit en aviser le responsable ONF afin de modifier les quantités en conséquence.

Les transferts sont assurés par l'entreprise sans avoir recours aux personnels de l'ONF.

Le titulaire a une obligation de résultat et pas de moyen. Il a le choix de ses outils. Les matériels nécessaires à la réalisation de ces travaux seront de préférence : débroussailleuses, tronçonneuse de sylviculture, perches mécaniques, sécateur, croissants.

Le prescripteur se laisse la possibilité de demander au titulaire, sur tous les chantiers de dégagement, d'apporter un soin cultural (élagage, taille de formation) sur 20 à 25 tiges par hectare en plus de l'opération de dégagement proprement dite, cette prestation doit être incluse par le candidat dans son offre tarifaire au sein du BPU-DQE. Par ailleurs, Certains plants sont protégés individuellement : lors du dégagement, l'entreprise devra effectuer un entretien des protections (repositionnement des protections déstabilisées ou couchées), sans modulation du prix du BPU.

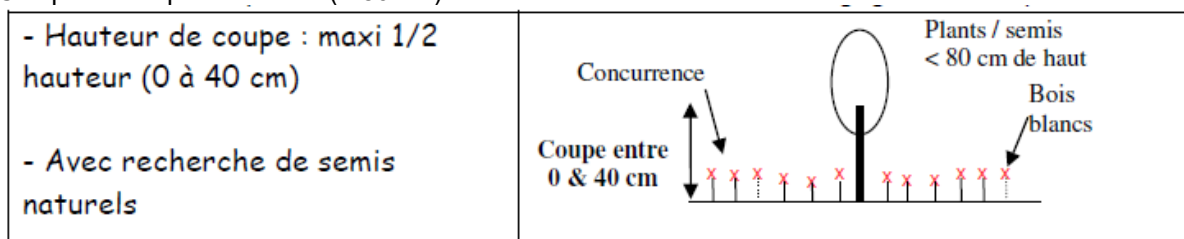
Les prestations réalisées devront par ailleurs respecter les règles des articles suivants, établies par grand type de prestation. Il est toutefois possible que ces règles puissent être légèrement adaptées par le conducteur de travaux lorsque la situation l'impose au cas par cas sur un chantier.

5.2. Dégagement de plantation en plein

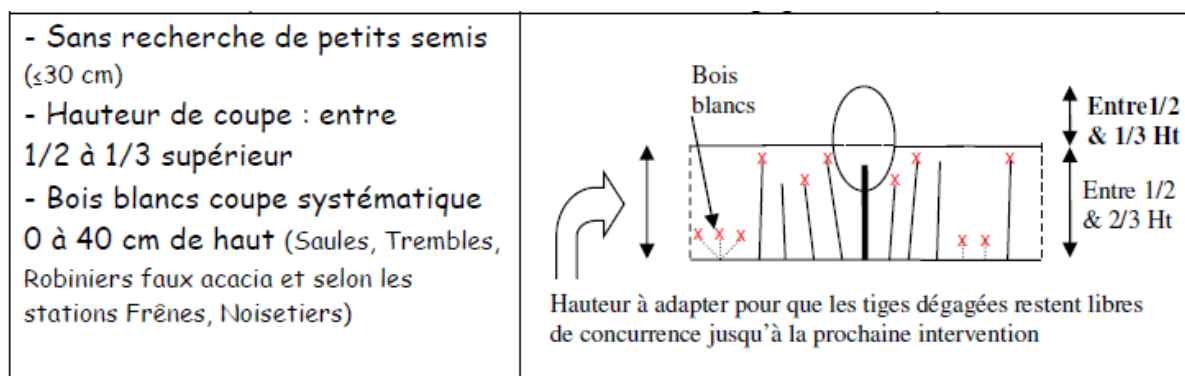
Les plantations résineuses ou feuillues seront dégagées en plein (toute la surface de la parcelle occupée par la plantation). Les essences « objectif » ainsi que les essences d'accompagnement à conserver seront indiquées dans le bon de commande pour chaque lot, éventuellement accompagné de fiches de consignes spécifiques.

Le travail est demandé « rez-terre » ou hauteur adaptée selon la taille des plants. La nature de la végétation concurrente dominante est précisée dans la fiche de chantier. Certains végétaux ligneux pourront être maintenus sur demande expresse du représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Cas plants de petites tailles (< 80 cm) :



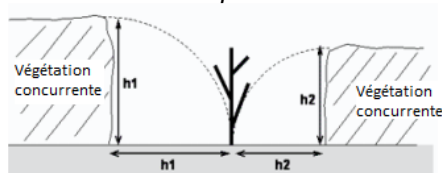
Cas plants >80 cm :



5.3. Dégagement de plantation sur ligne

Le travail est demandé « rez-terre » ou hauteur adaptée selon la taille des plants. La nature de la végétation concurrente dominante est précisée dans la fiche de chantier. L'ouvrier chemine le long de la ligne et doit si besoin nettoyer la ligne pour circuler. Chaque plant est dégagé sur un rayon égal à la hauteur de la concurrence et d'au moins 50 cm.

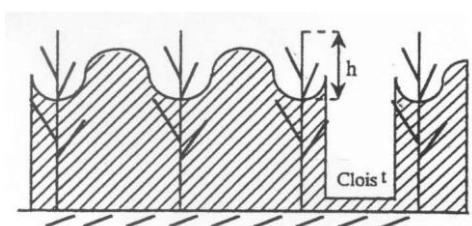
Cas du dégagement sur la ligne ou localisé autour du plant/semis



5.4. Dégagement manuel de plantation en fourreau ou en cheminée

L'intervention consiste à favoriser les essences plantées en contrôlant le reste de la végétation, sans systématiquement l'éliminer, mais en favorisant son rôle de bourrage, selon le schéma présenté ci-dessous. Le dégagement sera à réaliser uniquement autour des plants, dans un rayon au moins égal à la hauteur de la végétation concurrente.

Les végétaux coupés ne devront pas recouvrir la pousse terminale et la tige principale des plants. Ils devront être déposés dans les cloisonnements ou zones vides en cas d'abondance.



Il s'agit de rabattre la végétation herbacée ou ligneuse autour des plants de telle façon que la hauteur « h » soit mise en lumière tout en conservant un gainage d'essences d'accompagnement en partie inférieure ; **en aucun cas la « cheminée » ainsi créée ne devra avoir un diamètre inférieur à 0,80 m.**

« h » étant la règle de sylviculture : 1/3 de dégagement, 2/3 de gainage, soit « h » = 1/3 de la hauteur de la tige travaillée.

5.5. Dégagement manuel de régénérations naturelles (semis et fourrés) feuillues ou résineuses, en plein avec ou sans recherche de petits semis

Dégagement en plein :

L'intervention consiste à éliminer de façon systématique toute la végétation concurrente.

Semis < 80 cm : la moitié supérieure des semis ou plants est libérée de toute concurrence. La recherche de petits semis est systématique.

- Semis > 80 cm : le tiers supérieur du semis est libéré de toute concurrence on ne recherche plus les petits semis, sauf prescriptions particulières chiffrées à part.

Certains végétaux ligneux pourront être maintenus sur demande expresse du représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Les végétaux coupés ne devront pas recouvrir la pousse terminale et la tige principale des jeunes semis/plants. Ils devront être déposés dans les cloisonnements ou zones vides en cas d'abondance. Le travail sera réalisé en plein ou localisé, par tâches préalablement indiquées par le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Dans les cas où les parcelles présentent à la fois des zones de régénération naturelle et des zones plantées, la répartition de ces zones sur la parcelle sera préalablement indiquée par le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Dégagements localisés en point d'impact :

En un point choisi (=point d'impact), on intervient uniquement si aucun semis d'essence objectif n'est naturellement libre de toute concurrence. Dans le cas contraire, l'ouvrier passe au point d'impact suivant.

Pour des semis de 80cm à 1.5m, l'opération porte sur environ 600 points d'impact par hectare.

Pour des semis de 1.5m à 3m, elle porte sur environ 500 points d'impact par hectare.

La coupe est faite à hauteur de telle sorte que la tige soit libre de concurrence jusqu'à la prochaine intervention.

Le rayon d'intervention est de 1 à 1.5m autour des semis. On intervient également dans le peuplement interstitiel en coupant systématiquement les bois blancs.

5.6. Bâtonnage de fougère dans une plantation ou sur semis naturels – UP Franche-Comté Nord

Cette opération n'est pas réalisée sur de grandes surfaces ou sur la parcelle entière mais sur des taches localisées où les plants ou semis sont fortement concurrencés par la fougère, dans cette tache la prestation est réalisée en plein. Le bâtonnage répété conduit à un affaiblissement progressif des rhizomes s'il est fait à la bonne période ; interventions prévues mai juin et fin août principalement ; aussi une réactivité importante est demandée aux entreprises sur ce type de prestation.

L'utilisation d'un bâton plutôt qu'une débroussailleuse est fortement recommandée pour cette prestation.

5.7. Application de répulsif – TRICO

Le traitement doit être réalisé par beau temps (T° supérieure à 10°C) et sur végétal sec de façon à garantir une bonne adhérence du produit dans le temps.

L'application du produit TRICO (fourni par l'ONF sur l'UP FCN) **doit être réalisés uniquement par des entreprises et des opérateurs disposant d'un agrément pour l'application phytopharmaceutique.** On applique entre 5 et 7L de produits purs ou diluer à 20% avec de l'eau par HA.

5.8. Préparation des emplacements – UP FCN

Des placeaux de 60 cm de diamètre au minimum sont préparés par un passage de débroussailleuse rez de terre avant la mise en terre des plants

5.9. Plantation

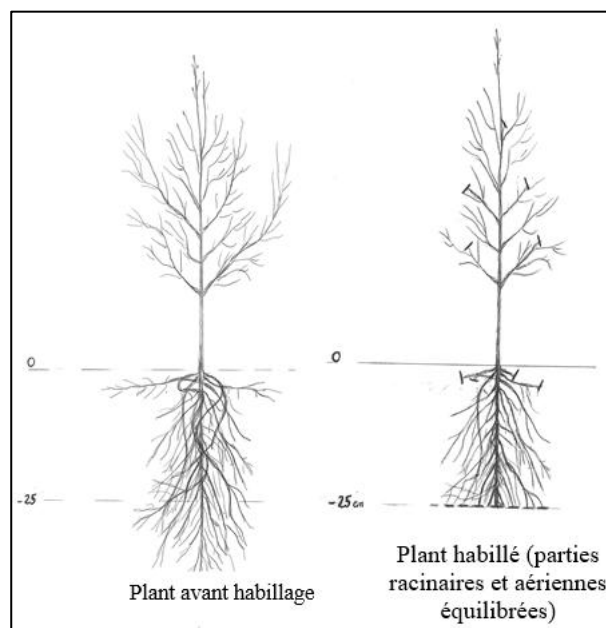
Les plants et fournitures (bambous, gaines ou piquets) sont fournis à l'ETF par l'unité de production sauf agrafeuses et agrafes.

5.9.1 Habillage des plants à racines nues

L'opération consiste à rafraîchir le système racinaire des plants en coupant l'extrémité des grosses racines principales. L'ONF précisera la longueur minimale du système racinaire après habillage, en fonction de la taille du plant et de son essence, elle ne devra pas être inférieure à 20 cm. On s'efforcera de garder le pivot le plus long possible (20 cm) et de garder au moins 5 cm sous le point de soulèvement.

La coupe sera réalisée plant par plant, au sécateur (lame désinfectée entre chaque lot de plants) et non à la serpe. Elle sera franche et nette et concernera uniquement les grosses racines principales (grosses racines latérales et traçantes) : le chevelu latéral sera gardé intact, sauf s'il risque d'être enroulé sur lui-même à la mise en terre. Le pivot ou les zones de blessure sur des racines principales de section supérieure à 8 mm ne seront rafraîchis qu'en cas de signes de pourriture ou moisissure.

L'habillage s'accompagnera si nécessaire d'une taille d'équilibrage des parties aériennes, consistant à tailler les branches latérales en proportion de la quantité de racines coupées de façon à limiter l'évapotranspiration du plant lors de la première saison de végétation après plantation. Le bourgeon terminal ne devra pas être coupé



5.9.2 Mise en terre des plants

Le jalonnement temporaire des lignes de plantation est à la charge de l'entreprise qui utilisera ses propres fournitures, qu'elle récupérera en fin de chantier.

L'entreprise respectera le schéma de plantation : distance entre lignes, entre plants et distance de retrait par rapport aux bordures (peuplements adultes, chemins...). Les chantiers étant soumis à subventions, le respect strict du schéma de plantation est impératif.

Si des obstacles du type chablis, houppiers, trous, pistes ou souches sont rencontrés sur la ligne de plantation, les plants seront mis en place dans la continuité de la ligne à une distance d'au moins 50 cm après l'obstacle.

Plantations : seront prosrites les racines courbées, coudées ou retournées. La tige devra être verticale et résister à une traction modérée. Le collet devra être situé au niveau du sol ou légèrement enterré (1 ou 2 cm max). La terre sera légèrement tassée autour du plant, en évitant la formation de cuvettes au pied des plants.

Spécificités liées aux plants en conteneur :

Pour éviter de créer une discontinuité entre la motte et le sol en place, le trou de plantation sera suffisamment profond et un tassement du sol sera réalisé à la périphérie de la motte, sans brutalité de façon à ne pas blesser ou casser les racines. Le sommet de la motte sera situé légèrement en dessous du niveau du sol après tassement. La motte sera ensuite recouverte d'une couche de terre de 2 à 5 cm d'épaisseur faiblement tassée. On évitera de réaliser des cuvettes au pied des plants. Le collet des plants devra se situer au niveau du sol.

Dans le cas des plantations à la canne à planter, l'entreprise titulaire veillera à enfoncer le tube dans le sol jusqu'à atteindre une profondeur légèrement supérieure à la dimension de la motte. L'orientation de la canne devra être parfaitement verticale. Après insertion de la motte dans le tube de la canne à planter, un mouvement de rotation sera opéré afin que la terre se dégage des mâchoires de la canne. L'entreprise demeure responsable du stockage et de l'évacuation des caisses et conteneurs.

Intempéries :

Par temps de gel (terre gelée à 5 cm de profondeur), de neige ou de fortes pluies, le chantier sera suspendu, selon les directives de l'ONF.

5.9.3 Mise en place des protections

Les protections individuelles seront agrafées sur les tuteurs et/ou bambous. Un repli de l'extrémité supérieure des gaines souples sera demandé. Les protections individuelles seront agrafées avec 3 agrafes sur chaque tuteur.

5.10. Liste des critères de majoration des prix pouvant être repris dans les bordereaux des prix unitaires :

Liste des critères de majoration pouvant être repris dans les bordereaux des prix unitaires :

Dégagement de régénération naturelle ou de plantation (ou semis artificiels)

<i>Critères pouvant entraîner la pondération</i>	<i>Descriptions :</i>
Vigueur de la végétation	Retard important dans la programmation ou concurrence dépassant les semis de plus d'une pousse annuelle (1 à 2 fois plus haut que les semis).

Majoration de 30% si le critère est constaté.

<i>Autres critères pouvant entraîner la pondération</i>	<i>Descriptions :</i>
Accessibilité du chantier	>500m depuis la desserte carrossable
Taille du chantier	< 1ha (regroupement de parcelles ou parties de parcelle sur une forêt)
Espacement entre cloisonnement	Sans cloisonnements ou Entraxe 12 m ou +
Difficultés liées au terrain (pente)	>20%

Pour les chantiers qui présentent des difficultés particulières générant un coût supplémentaire de réalisation, la majoration est la suivante :

Un critère de difficulté : + 10%

Deux critères de difficultés ou plus : + 20%

Plantation

<i>Critères pouvant entraîner la pondération</i>	<i>Descriptions :</i>
Accessibilité du chantier	>500 m depuis route ou chemin carrossable
Schéma complexe	Au moins 3 essences en mélange
Difficultés liées au terrain (pente)	> 20 % ou relief difficile hors pente (lésines, dolines, affleurements rocheux...)

Pour les chantiers qui présentent des difficultés particulières générant un coût supplémentaire de réalisation, la majoration est la suivante :

Un critère de difficulté : + 10%

Deux critères de difficultés : + 20%

Trois critères de difficultés : + 30%

6. DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LES MOYENS EN MATERIEL DU TITULAIRE

6.1. Prévention des accidents du travail et des risques professionnels

Le titulaire veillera au respect des principes généraux de prévention des risques professionnels définis par le code du travail (articles L.4121-2 et suivants).

Il devra également respecter le décret n°2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles (compétences, EPI...).

Le titulaire déclarera à la DDETSPP et à la Mairie les chantiers sylvicoles > 4 ha. Il signalera ces chantiers en plaçant un panneau en bordure du chantier, comportant le nom, la dénomination sociale de l'entreprise et son adresse. (Article L718-9 et R718-27 du code rural et de la pêche maritime)

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité, la durée du travail sur le chantier devra respecter la réglementation en vigueur.

6.2. Prévention des risques de coactivité

Dès lors que plusieurs entreprises interviendront simultanément ou successivement, le donneur d'ordre assurera une coordination entre les entreprises intervenantes (y compris s'il y a lieu avec les sous-traitants concernés) de manière que puissent être mis au point d'un commun accord le programme prévisionnel des travaux, les mesures d'organisation du chantier, et les mesures de sécurité spécifiques destinées à prévenir les risques de coactivité. Ces éléments seront annexés à la fiche de chantier.

6.3. Signalisation des chantiers

Le titulaire s'engage à assurer une signalisation appropriée du chantier et à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'égard des personnes et des biens, en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier le décret n°2016-1678 du 5 décembre 2016 : panneaux spécifiques sur tous les accès afin d'avertir que l'accès est dangereux et interdit au public.

6.4. Environnement du chantier

Lorsque des travaux sont prévus à proximité de routes ouvertes à la circulation publique ou d'installations diverses (lignes aériennes ou souterraines, canalisations d'eau ou de gaz, voies ferrées, bâtiments...), le titulaire doit effectuer à sa charge les démarches réglementaires (déclaration d'intention de commencement de travaux, demande d'autorisation de voirie...), avant d'engager les travaux.

6.5. Equipements de travail

Les équipements de travail, notamment les tronçonneuses et débroussailleuses, les tracteurs et engins divers utilisés sur les chantiers doivent être d'un modèle homologué et équipés de tous les dispositifs de sécurité prévus par la réglementation en vigueur.

6.6. Carburants - Lubrifiants

Le titulaire doit :

a) en cas d'utilisation de carburants et de lubrifiants, afin d'empêcher les déversements dans le milieu naturel, posséder :

- du matériel de stockage, de remplissage et de récupération des huiles et hydrocarbures ;
- des produits ou kits absorbants.

Le stockage et la manipulation des hydrocarbures doivent s'effectuer avec un bac de rétention de contenance suffisante au regard de la capacité des conteneurs. Un bac de rétention doit être dans le véhicule du chauffeur de l'entreprise. En cas de fuite ou problème mécanique, ce bac doit immédiatement être utilisé afin d'éviter toute pollution.

b) utiliser systématiquement, pour les huiles de scies à chaîne (tronçonneuses et abatteuses), des lubrifiants biodégradables satisfaisant aux critères et exigences de l'éco-label européen, conformément aux engagements pris par l'ONF dans le cadre de sa politique environnementale.

c) en cas de pollution, prévenir immédiatement à la fois les services préfectoraux compétents, l'autorité municipale et le pouvoir adjudicateur.

6.7. Application des règles de sécurité

En cas de non-respect d'une des règles de sécurité précisées ci-dessus ou au cas où la conduite du chantier crée des risques soit pour le titulaire ou ses salariés, soit pour les tiers, l'ONF demandera au titulaire de mettre fin à cette situation dans les plus brefs délais et pourra le cas échéant résilier le contrat.

En cas de situation présentant un danger grave et imminent (ex : fort vent, visibilité réduite, canicule, ...) pour le personnel présent sur le chantier ou pour les tiers, le prestataire est responsable, pendant l'exécution, de la sécurité des chantiers (au sens large) et il doit tout mettre en œuvre pour ce faire, y compris de ne pas réaliser le chantier, en informant simultanément le commanditaire (lieu, date et raisons motivants cette suspension, puis reprise).

6.8. Travail les Dimanches et jours Fériés – Travail de Nuit

Le travail les dimanches et jours fériés et le travail de nuit (de 21 h à 6 h) sont interdits.

7. MISE EN CHANTIER - CONTROLE - ADMISSION, RECEPTION

Le responsable des travaux, dont le nom figure sur le bon de commande, est la seule personne mandatée pour donner des consignes aux prestataires pendant toute la durée du chantier. Il peut également solliciter des commandes complémentaires, qui feront l'objet de nouveaux bons de commande.

Les prestations sont réalisées sous le contrôle du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. A cet effet, les mises en chantier ou visites préalables seront faites obligatoirement avec le responsable des travaux.

Le prestataire avisera impérativement ce responsable des travaux du commencement du chantier, au maximum 2 jours ouvrés avant le début de celui-ci. Il devra se conformer aux indications fournies en début et en cours de chantier, en particulier aux consignes particulières de la fiche de chantier qui sont jointes au bon de commande.

L'obtention des autorisations d'utilisation des voies d'accès et de travaux sur les terrains privés et publics est assurée par le titulaire.

Le titulaire devra informer l'émetteur du bon de commande à chaque changement de chantier. Pour les chantiers ayant une durée supérieure à trois jours, un point sur l'avancement devra être fait tous les trois jours.

Le prestataire avisera l'ONF de la date d'achèvement des services au maximum 2 jours ouvrés après la fin de ceux-ci. Le prestataire et le conducteur réceptionnaire des travaux mentionné dans le bon de commande procéderont ensemble aux opérations de réception dans un délai maximum d'une semaine (5 jours ouvrés) après la date d'achèvement.

La réception définitive ne pourra être prononcée que lorsque toutes les réserves éventuelles formulées lors des opérations préalables à la réception auront été levées et que tous les documents conformes à l'exécution des services auront été remis par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procédera au règlement du titulaire au vu d'une facture établie sur la base de la réception définitive.

En cas de non-respect des stipulations techniques prévues au contrat ou si la qualité du travail effectué par le titulaire est jugée insuffisante, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire qui doit prendre toutes les mesures pour remédier au problème.

Passé le délai contractuel, sauf en cas d'accord de prolongation de la part du pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues seront appliquées, les dommages éventuels subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la défaillance du titulaire seront indemnisés par ce dernier et le contrat pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

8. DOMMAGES/REMISE EN ETAT

Les équipements ou les peuplements endommagés ou détruits du fait de l'intervention du titulaire seront remis en état ou remplacés aux frais de celui-ci.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans les délais d'exécution. Tous les déchets devront être évacués du chantier (sacs, sangles, ficelles...) dans une filière autorisée.

En cas de retard, les opérations de remise en état seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée, avec application d'une pénalité de retard de 80 € (quatre-vingts euros) par jour de retard.

Tout dommage causé lors du chantier, y compris à des propriétés riveraines, doit être déclaré sans délai par le titulaire à l'ONF.

De même, si l'ONF constate que les travaux portent atteintes aux peuplements ou aux équipements, le titulaire en est informé dans les meilleurs délais et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au problème.

Si les dégâts constatés menacent l'avenir des peuplements, l'ONF peut ordonner la suspension de tout ou partie des travaux.

En cas de détérioration de certains équipements particulièrement importants pour les usagers ou la protection de la forêt, l'ONF peut demander une remise en état immédiate (rétablissement d'un accès, réparation d'une clôture de protection contre le gibier, rétablissement de l'écoulement des eaux, remise en place de bornes...).

En cas de persistance des problèmes, dûment constatés, le contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur selon la procédure indiquée aux Clauses Générales d'Achat.

9. IMPLANTATION DES SERVICES COMMANDES

Les limites d'intervention des titulaires pour les prestations commandées ne seront pas matérialisées. En effet, les descriptions de la fiche de chantier sont considérées comme suffisamment précises pour permettre au titulaire de repérer correctement les limites à respecter. Sur demande du titulaire, une reconnaissance préalable avec le représentant du pouvoir adjudicateur permettra de fixer ces limites.

10. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

10.1. Accord-cadre

- L'Acte d'Engagement ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Détail Estimatif Quantitatif (BPU-DQE) avec un onglet par lot ;
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- La fiche de renseignements – mémoire technique ;
- Les Clauses Générales d'Achats de services forestiers en forêt domaniale dans leur version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées en forêt communale ;
- Le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois). Par extension, ce cahier s'applique également aux prestations réalisées en forêt communale.
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

10.2. Marché subséquent

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le BPU-DQE joint aux marchés subséquents,
- Le cas échéant, le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

11. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

11.1. Exécution par émission de bons de commande

11.1.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de services sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

Pour proposer une commande, la personne en charge de l'exécution du présent marché ou son représentant contacte le titulaire par téléphone pour connaître sa disponibilité. Le résultat de l'échange est ensuite tracé par un courriel de confirmation.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF considérera l'acceptation de la commande par l'ETF.

En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF tracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les commandes peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

11.1.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

11.1.3. Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2. des CGA.

11.1.4. Résiliation d'un bon de commande

Les modalités d'interruption d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

11.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires

11.2.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.4.1 et 3.4.2 ci-dessus.

11.2.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Les éléments de l'accord-cadre pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix des prestations, et/ou le délai de réalisation et/ou des précisions techniques. Les marchés subséquents seront attribués en fonction de l'ensemble « critères financiers » pondéré de 60 à 90 % et de l'ensemble « critères techniques - planning », pondéré de 10 à 40 %.

11.2.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

11.2.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

11.2.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Les critères pour l'attribution des marchés subséquents sont le prix des prestations, et/ou le délai de réalisation et/ou des critères techniques. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue. Les marchés subséquents seront attribués en fonction de l'ensemble « critères financiers » pondéré de 60 à 90 % et de l'ensemble « critères techniques - planning », pondéré de 10 à 40 %.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

11.2.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

11.3. Sollicitation exceptionnelle

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot d'un marché de l'ONF BFC n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire du présent marché peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique de la direction territoriale de Bourgogne-Franche-Comté.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

11.4. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat des services forestiers en forêt domaniale.

12. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

12.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

12.2. Forme et contenu des prix

12.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires, annexe de l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre ou, le cas échéant dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- Les prix unitaires indiqués au BPU auxquels s'appliquent une possible majoration ;
- Ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent

12.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

12.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat des services forestiers en forêt domaniale.

12.4. Modalités essentielles de paiement

12.4.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de services forestiers.

12.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations et dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de services forestiers.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

12.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de consultation : 2026-8400-004 ;
- Les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- Le nom du service destinataire ;
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations
- Les prix HT, TTC et la TVA ;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

12.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2026-8400-004
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116003798
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

12.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

12.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

12.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

13. PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

13.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

13.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

13.3. Délai d'exécution

En cas d'intempéries, le titulaire aura la charge d'avertir le pouvoir adjudicateur qui produira un ordre de service de suspension des travaux.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre les travaux s'il considère que les conditions climatiques ne sont pas conciliables avec une bonne qualité des travaux. Il peut également interdire temporairement les travaux lorsque la sécurité des personnes, la préservation des peuplements ou des équipements ne sont plus correctement assurées.

Une prorogation de délai d'exécution peut alors être accordée au titulaire. Un ordre de service définira la date de reprise des travaux.

Si du fait du titulaire, les travaux ne sont pas terminés à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (délai éventuellement prorogé), des pénalités de retard peuvent être imputées au titulaire (article 8-1-1 des CGA). Le délai de réalisation contractuel sera celui indiqué lors de la commande.

Les jours ouvrables sont seuls décomptés comme jours de retard, sauf dans l'hypothèse où, pour des raisons d'urgence impérieuse, le travail du dimanche et des jours fériés aurait été autorisé.

13.4. Eviction temporaire d'un titulaire

L'ONF se réserve la possibilité, sans indemnité, d'évincer durant 12 mois au maximum l'un des titulaires de l'accord-cadre qui manquerait à ses obligations et engagements notamment à la 2ème exécution défaillante (non-respect des délais du marché, défauts qualitatifs, quantitatifs, non-respect du code du travail, de la lutte contre le travail dissimulé, notamment).

Dans ce cas, l'éviction n'est pas précédée d'une mise en demeure, s'agissant d'une violation caractérisée de son engagement par le titulaire.

Sans préjudice de ces dispositions, les parties sont tenues d'une obligation d'information réciproque quant aux événements de toutes natures susceptibles de retarder l'exécution des prestations. Elles se concertent sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter le retard ou recaler les plannings initialement définis.

14. DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

15. ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

16. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

16.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

16.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

16.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

16.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr